

Moyen-Orient : dangereuse tension autour de l'Iran¹

Washington n'exclut pas l'éventualité d'une action militaire contre l'Iran, qu'il accuse de vouloir se doter d'armes atomiques. Téhéran affirme que son programme nucléaire est pacifique. Les Etats arabes du Golfe suggèrent de créer un organisme qui fournirait de l'uranium enrichi à des clients et ferait en sorte qu'il ne soit utilisé qu'à des fins pacifiques. L'Iran a pris note de cette initiative mais a dit qu'il ne suspendrait pas pour autant l'enrichissement de l'uranium sur son territoire.

A la mi-novembre, trois personnalités françaises de premier plan se joignaient au chœur de celles et ceux qui craignent une aggravation de la situation dans un Moyen-Orient déjà à feu et à sang². Dans une carte blanche au quotidien *Libération*, ils mettaient l'opinion publique européenne en garde : « *Nous en sommes avertis de toute part : les Etats-Unis sont sur le pied de guerre, prêts à bombarder l'Iran. Il ne manquerait plus que l'ordre présidentiel... Une agression contre l'Iran serait tout aussi illégale (que l'invasion de l'Irak) et encore plus catastrophique.* »

Une nouvelle poussée d'anti-américanisme primaire ? Le fait est que depuis des semaines, Washington multiplie des signes concrets de préparation d'une intervention contre l'Iran. En septembre, un nouveau porte-avion a été envoyé dans le Golfe persique avec son groupe d'attaque, ses missiles, ses hélicoptères, ses chasseurs bombardiers, ses unités amphibies pour des marines prêts à intervenir contre toute « menace », prêts aussi à mener des « missions humanitaires » en Irak et en Afghanistan, selon son capitaine Robert Bougher. Personne ne doute que ce déploiement de forces près des côtes de l'Iran pourrait couvrir la préparation d'une intervention sur des cibles iraniennes.

Au même moment, le *Sunday Telegraph*, bien introduit au Pentagone, publiait, cartes à l'appui, un plan des cibles de l'intervention préparée par l'état-major américain. Un anonyme officiel affirmait que la thèse d'une intervention gagne dans les services de renseignements. « *Une fois encore, écrivait le New York Times dans un éditorial qui suivait le discours présidentiel prévoyant un retrait partiel d'Irak, il est clair que Bush refuse de reconnaître la vérité sur sa faillite et envisage un engagement militaire sans fin.* » Le danger est bien réel d'une escalade qui ajouterait à la barbarie des combats et de l'occupation de l'Irak³.

¹ Analyse parue dans le N° 339 du *Journal du mardi*, 4 décembre 2007

² « *Européens, empêchons la guerre contre l'Iran* », par Michel Rocard, député européen et ancien Premier ministre français, Yehuda Atai (Israël), qui milite pour un Moyen-Orient sans armes de destruction massive et le philosophe Jean-Marie Matagne (Action des citoyens pour le désarmement nucléaire).

³ Selon la prestigieuse revue médicale *Lancet*, cette guerre a fait près de 600 000 morts et blessés parmi les Irakiens. Près de 3780 jeunes Américains sont tombés pour les mensonges de la Maison-Blanche, 27 800 ont été blessés. Bush et son équipe consacrent 10 milliards de dollars par mois à ce terrible gâchis humain. En 2006, le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, et une chercheuse de Harvard, Katrina Kosek, avaient calculé en prenant en compte tous les coûts induits par la guerre, qu'ils atteignaient 2 000 milliards de dollars.

« Recadrage stratégique »

Au début du mois d'octobre, Seymour Hersch, journaliste spécialisé dans les stratégies militaires, affirmait dans le *New Yorker* que la Maison Blanche pourrait privilégier des « *frappes ciblées* » contre les infrastructures des Gardiens de la révolution, et non plus une attaque massive. Même si les préparatifs ont augmenté « *de manière significative* », si un affrontement avec les Iraniens « *s'est solidement imposée au sein de l'administration* », il ne serait pas imminent. Certes, le vice-président Dick Cheney, chef de file des néoconservateurs, chercherait à « *mener une action militaire le plus vite possible* ». Mais Seymour évoque un recadrage stratégique. « *Premièrement, le président et ses conseillers ont conclu que leur campagne pour convaincre le public américain que l'Iran était un danger nucléaire imminent n'a pas marché, contrairement à celle menée avant la guerre en Irak (...). Deuxièmement, la Maison Blanche a finalement adopté le consensus, partagé par la communauté de renseignements américaine, que l'Iran est encore à cinq ans d'obtenir une bombe. Enfin, il y a une reconnaissance grandissante, à Washington et au Proche-Orient, que l'Iran est le grand vainqueur géopolitique de la guerre en Irak.* »⁴

Il y a effectivement là une partie des raisons qui expliquent que les docteurs Folamour de Washington n'ont pas les mains libres. Selon l'ancien conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, une attaque contre la Perse signifierait « *une guerre régionale de vingt ans.* »

On comprend dès lors que militaires américains affichent une position moins belliqueuse que la présidence. Celle-ci agitait encore voici quelques mois un chiffon rouge en parlant d'une « *troisième Guerre mondiale* » si l'Iran parvenait à fabriquer des armes nucléaires. Depuis, toutefois, de hauts gradés ont tenté de calmer le jeu en plaidant qu'un nouveau front compliquerait fortement la tâche des troupes engagées en Irak et en Afghanistan. Un ancien chef des opérations militaires au Moyen-Orient, Anthony Zinni a affirmé qu'en cas d'attaque, Téhéran provoquerait un conflit prolongé auquel les forces américaines ne pourraient faire face parce qu'elles sont trop « *étirées* ». Son collègue John Abizaid a estimé que cette guerre « *serait dévastatrice pour tout le monde.* » Son successeur, actuellement en poste, l'amiral William Fallon a, lui, affirmé qu'une guerre rapide « *ne correspond tout simplement pas à nos intentions.* » Le scepticisme est grand, jusqu'au sommet du Pentagone, sur les capacités de mener une nouvelle aventure militaire. « *Nous devons être conscients des risques que nous prendrions en nous engageant dans un pays tiers, dans cette partie du monde, dans n'importe quel type de conflit* » a ainsi tranché Michael Mullen, le chef d'état-major interarmées, appuyé, semble-t-il par le secrétaire à la défense, Robert Gates pour qui les sanctions diplomatiques et économiques restent la meilleure solution. Et en Irak même, l'armée américaine multiplierait les gestes propres à décrier les tensions entre Washington et Téhéran, longtemps accusée de soutenir activement les insurgés irakiens et de manipuler les milieux chiites. Les militaires sont formels : des frappes ciblées seraient inopérantes sur le long terme, consoliderait l'union sacrée des Iraniens autour du régime et pousseraient sans doute les milices chiites et d'Irak à rendre la vie encore plus dure aux Etats-Unis dans la région.

Lignes brouillées

Les lignes semblent donc brouillées dans les hautes sphères du pouvoir étatsunien. Un autre faucon, l'ancien ambassadeur à l'ONU John Bolton ne décolère pas. Il se dit déçu par une administration « *bureaucratique* » et trop timide : « *Le choix n'est pas entre l'usage de la force et le monde tel qu'il est, mais entre l'usage de la force et un Iran nucléaire.* » Récemment encore, George Bush était sur la

⁴ « Washington pourrait privilégier des frappes 'ciblées' à une campagne de bombardement de l'Iran », Le Monde, le 1^{er} octobre 2007.

même ligne, décrit le doigt sur la détente par son vice-président Cheney. La théorie des néoconservateurs selon laquelle l'Iran était le premier responsable de l'enlèvement américain en Irak semblait triompher, les signes d'une aventure militaire se multipliaient, M. Bush affirmant qu'il refuserait un Iran doté de l'arme nucléaire sous sa présidence, que « *nous affronterons ce danger avant qu'il ne soit trop tard.* ». Sauf que... selon les experts il n'y a aucune chance que l'Iran, si tant est que cela soit son but, puisse se doter de l'arme atomique avant la fin de son mandat. Dès lors, certains se disent que Bush laisserait la patate chaude à son successeur comme il le fait avec l'Irak. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice et Robert Gates souhaitent continuer dans la voie diplomatique et renforcer les négociations en cours avec Téhéran sur la stabilisation de l'Irak⁵. D'autant que le dernier rapport de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) semble montrer une relative ouverture à Téhéran. Ce texte ne délivre pas un satisfecit – personne n'en espérait tant. Il évoque des « *progrès substantiels* » mais « *insuffisants* » dans la collaboration de l'Iran avec l'AIEA et parle de « *clarifications* » sans « *pleine transparence* ». Il demande aussi du temps pour la poursuite des pourparlers sur le programme nucléaire iranien. Au bilan provisoire, l'Iran a entrouvert une porte aux inspecteurs de l'ONU. Mais il continue à enrichir de l'uranium, alors que le conseil de sécurité lui a demandé de cesser, jurant que c'est pour produire de l'électricité.

Le fou et le rasoir

Tout en estimant que l'Iran continue à défier la communauté internationale et à réclamer de nouvelles sanctions de l'ONU contre un pays « *qui défie le monde* », les Etats-Unis ont dit vouloir « *travailler* » avec leurs « *partenaires* ». Il leur faudra pour cela louvoyer entre leurs alliés occidentaux (Royaume-Uni, France, Allemagne...) et les deux autres « *grands* » du Conseil de sécurité, la Chine et la Russie qui, pour des raisons de voisinage et animées par des considérations stratégiques et économiques, veulent calmer le jeu⁶. Quant à l'Union européenne comme telle, mise sous pression par M. Sarkozy pour un durcissement des sanctions, elle tentera de participer à des mesures coercitives qui ne mettraient pas en cause les « *petits pas* » accomplis.

Dans une de ces formules aussi rudes que pittoresques dont il a le secret, le président russe a lancé lors du récent sommet Russie-Union européenne, « *Pourquoi envenimer la situation, la conduire dans une impasse, menacer de sanctions ou même d'action militaire ? Vous pouvez courir comme un fou dans tous les sens en agitant un rasoir, ce n'est pas le meilleur moyen de régler le problème.* » Le fait est que M. Bush n'espère pas avoir l'aval de l'ONU pour mener une action militaire contre l'Iran et n'est plus guère en mesure de vendre à son opinion, comme en 2003, une attaque unilatérale aux effets plus qu'aléatoires, tant militairement que stratégiquement et diplomatiquement. A cet égard aussi, l'Irak et son terrible bilan lui enlèvent l'essentiel de sa marge de manœuvre. Ou il s'agirait alors du dernier et sanglant « *coup d'éclat* » d'un dangereux agité en fin de course. Reste l'hypothèque israélienne, bien moins évoquée, ou un terrible « *accident de parcours* » : « *Ceux qui ne croient pas que M. Bush a pris sa décision craignent néanmoins le scénario d'une guerre 'accidentelle' (pour l'éviter, les commandants américains dans le Golfe voudraient passer un accord avec les Iraniens pour éviter les 'incidents en*

⁵ Mais Mme Rice « n'a obtenu l'ajournement d'une décision sur l'option militaire qu'au prix d'un compromis dangereux : une intensification des opérations clandestines visant à déstabiliser » l'Iran, « lesquelles ont été confirmées par une directive présidentielle fin avril 2007. Ces opérations se mènent depuis une dizaine d'années. » Pour en savoir plus, lire « Les ultras préparent la guerre contre l'Iran », Le Monde diplomatique, octobre 2007.

⁶ Le 16 octobre à Téhéran, M. Poutine a déclaré : « Nous ne devrions même pas songer à un usage de la force dans cette région », reconnaissant à l'Iran le pouvoir de « mener des recherches et d'utiliser l'énergie nucléaire dans des buts pacifiques. »

mer' a rapporté le Washington Post. D'autre part, « un conseiller de Dick Cheney, David Wurmser, aurait évoqué, avant de quitter la Maison Blanche en juillet, la possibilité de 'leurrer' le président : (...) Dans ce contexte, la mystérieuse frappe israélienne le 6 septembre contre une installation syrienne, présumée suspecte, a éveillé l'inquiétude de ceux qui croient au scénario d'une frappe préventive israélienne visant à entraîner l'Amérique dans un conflit »⁷.

Voici quelques semaines, des personnalités américaines, des religieux, des militaires, des intellectuels et des artistes en ont appelé aux soldats des Etats-Unis de tout grade pour qu'ils refusent tout ordre d'attaquer l'Iran, toute aventure illégale au regard du droit international et de la Constitution américaine, dont les effets seraient plus dramatiques encore que ceux de l'invasion de l'Irak. De quoi inspirer le Vieux continent. Dans leur carte blanche, Michel Rocard (avec qui il nous arrive ici de polémiquer) et ses amis concluaient par ces simples et évidents constats : «*Non-prolifération et désarmement nucléaires vont de pair. Il est urgent de l'admettre. C'est même seulement en s'engageant dans la voie du désarmement nucléaire négocié que la communauté internationale a quelque chance de voir l'Iran offrir toutes les garanties concrètes et vérifiables, s'il en existe, qu'il ne se procurera jamais d'arme nucléaire.* » De la même façon, sortir du « deux poids, deux mesures » au Moyen-Orient, aller vers une paix globale israélo-arabe, commencer à négocier la dénucléarisation de la région, Israël compris, constitueraient de vrais moyens de contrer les stratégies de déstabilisation régionale. L'Europe se grandirait à favoriser de telles voies.

Contradictions iraniennes

Le Moyen-Orient, pour des raisons géostratégiques et à cause des richesses en hydrocarbures, reste une terre d'affrontement et l'Iran en est une clé. Sa volonté d'y jouer un rôle central, d'interférer dans les affaires d'autres Etats, au moment même où il est soupçonné de vouloir acquérir un armement atomique, inquiète ses voisins. Et les grandes puissances. Si les voisins, comme la Chine ou la Russie, qui partagent des siècles de relations avec la Perse, privilégient les relations diplomatiques et économiques, les Etats-Unis voient dans la république islamique un obstacle à leurs prétentions hégémoniques et une inadmissible concurrence. D'autant que la déstabilisation de l'Irak a entraîné aussi la déstabilisation de tout le quart sud-ouest du continent asiatique. Avec des redoutables tensions. En Irak, bien sûr. Mais il y a aussi le Liban ou la Syrie.

Comme lorsqu'ils préparaient les opinions publiques à l'invasion de l'Irak, les Etats-Unis parlent aujourd'hui, à propos de l'Iran, d'armes de destruction massive, de bombe atomique, de danger planétaire. Aidés en cela, assurément, par les « cachotteries » de Téhéran à propos de son programme nucléaire. Mais Washington sait également que la fragile économie de l'Iran, premier exportateur de pétrole, est axée essentiellement sur la rente pétrolière. D'où, parallèlement aux menaces d'intervention armée, une stratégie basée sur les sanctions et les embargos visant à étrangler le pays. L'idée serait que l'aggravation de la crise économique entraîne d'insupportables tensions sociales et au bout, le rejet du régime et de ses dirigeants. Un processus aux résultats aléatoires, s'il s'agit de miser sur un peuple sous haute surveillance. L'attitude des Etats-Unis et de ses alliés proches, comme la France de Sarkozy, permettent au président Ahmadinejad de recourir au nationalisme le plus exacerbé et de détourner ainsi l'attention de la population des problèmes interne et d'une répression inégalée à l'égard

⁷ « *Bush attaquera-t-il l'Iran ?* », Le monde, le 26 septembre 2007

de la société civile. Selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), « *la dégradation est flagrante dans tous les domaines : l'Iran exécute à tour de bras. Ces exécutions sèment la terreur dans le pays et témoignent de l'arrogance du régime vis-à-vis de la communauté internationale. Depuis janvier, plus de deux cents personnes ont été exécutées. Parmi eux, des mineurs et des détenus politiques. Les minorités sont réprimées durement, en particulier les Arabes du Khuzestan et les Kurdes. Tous ceux qui représentent une force de changement sont arrêtés, souvent torturés puis condamnés à de lourdes peines de prison au terme de procès inéquitables : des femmes, des journalistes et des étudiants.* »

Pressions efficaces

D'autre part, les sanctions, lorsqu'elles font l'objet d'un consensus de la « communauté internationale », représentée par le Conseil de sécurité de l'ONU, et vont de pair avec des gestes d'ouverture ne sont pas sans effets. Comme le notait Souhayr Belhassen, la présidente de la FIDH, « *Seule une action multilatérale et bien coordonnée de la part de toute la communauté internationale, dans le strict respect de la charte des Nations-Unies, peut garantir la stabilité dans la région et l'issue pacifique de cette crise. L'avenir du pays est entre les mains de la société civile iranienne, qui fait preuve d'un dynamisme extraordinaire et s'est engagée activement contre les propos radicaux du président Ahmadinejad. C'est elle qu'il faut soutenir avec détermination pour prévenir la guerre et favoriser l'émergence d'un état de droite en Iran* »⁸.

Cité dans *Le Soir*, Karim Sadjadpour, chercheur au *Carnegie Endowment for International Peace*, un groupe d'études critique par rapport aux menaces de frappes militaires, insistait : « *Pour que la pression sur Téhéran soit efficace, ce n'est pas la force des sanctions qui compte, c'est la coalition des forces* »⁹. Il est vrai que des questionnements, voire des dissensions, se font jour au sein de l'establishment politique et religieux. A la fin octobre et à quelques mois des élections législatives en mars 2008, le Front de participation de l'ex-président Mohammad Khatami, considéré comme le principal parti réformateur iranien, a mis en garde contre les dangers de l'isolement croissant de l'Iran sur la scène internationale. Le Front a dénoncé le risque de « *nouvelles sanctions* » qui pourraient résulter de « *l'autoglorification et de décisions soi-disant révolutionnaires.* » Pour ses dirigeants « *la politique nucléaire du gouvernement est une erreur* », « *Nous devons accepter de suspendre provisoirement l'enrichissement de l'uranium (...), le temps des négociations pour éviter une aggravation de la situation.* »

Le doute semble gagner jusqu'au saint des saints, l'Assemblée des experts, véritable lieu du pouvoir en Iran, qui contrôle l'armée, la police, la justice, les choix nucléaires... et le président. Un de ses membres éminents, Hassan Rohani, ancien négociateur du nucléaire iranien, a rappelé que « *le pays n'appartient pas à une seule personne* » et qu'« *il ne faut pas offrir l'opportunité à nos ennemis d'être plus nombreux.* »

⁸ « Eviter la politique du deux poids, deux mesures », *L'Humanité*, le 21 septembre 2007.

⁹ « Le boomerang des menaces », *Le Soir*, les 22 et 23 septembre 2007.

Chronologie

FÉVRIER 2006. Le conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) transmet le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques semaines plus tôt, l'Iran a repris ses activités d'enrichissement d'uranium.

JUILLET 2006. Le Conseil de sécurité adopte une déclaration sommant Téhéran de suspendre l'enrichissement.

DÉCEMBRE 2007. Le Conseil de sécurité vote les premières sanctions contre l'Iran. La résolution 1737 est placée sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU, article 40, qui autorise des mesures contraignantes mais pas l'usage de la force.

MARS 2007. Un deuxième train de sanctions est voté (résolution 1747).

AOÛT 2007. L'Iran s'engage auprès de l'AIEA à faire la lumière sur ses activités nucléaires passées.

NOVEMBRE 2007. L'AIEA remet, le 15 novembre, un rapport mitigé sur son programme nucléaire. Fin novembre, vient un autre rapport crucial, celui du haut représentant de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana.